

mais le lire les paroles mêmes que M Chamberlain a prononcées à Newcastle :

J'aborde maintenant les questions les plus importantes, à mon avis, que les tarifs privilégiés accordés soient. J'ai cette conviction parce que d'abord ils atténueront le commerce avec les colonies. Nous commercerons davantage avec nos amis sans que notre commerce avec nos rivaux ne souffre de diminution. L'important tout d'un coup, c'est que nous ferons plus d'affaires avec nos amis et cela dans des circonstances plus favorables. Je le répète, l'adoption même de ce commerce est essentiel à notre prospérité. Mais ce n'est pas tout. Voilà la seule voie qui nous soit ouverte. Je vous mets au défi d'en trouver une autre. Je m'adresse ici à tous mes adversaires. À ceux qui diffèrent d'avis avec moi, à ceux qui m'entendent comme à ceux qui ne m'entendent pas, et j'affirme que pas un seul d'entre eux ne saurait vous suggérer une autre solution que celle que je vous propose pour atteindre le but auquel je tends. Il est impossible de cimenter l'Empire, de resserrer les liens qui nous unissent sans un moyen d'union commerciale sous une forme quelconque. Je le répète, pas un seul de nos adversaires n'a formulé une seule proposition alternative. Un homme d'Etat pour lequel je professes le plus grand respect et qui demeure dans le voisinage, sir Edward Grey nous a dit il est vrai qu'à son avis l'établissement d'un conseil impérial serait une chose désirable. Eh! bien, qui a le premier proposé l'établissement d'un conseil impérial, c'est moi-même qui ai formulé cette proposition — six années dernières, cela se rappelle car d'antres l'ont proposée avant moi. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Cependant j'ai préconisé cette idée avec plus de vigueur que mes prédécesseurs. J'ai déployé tous mes efforts pour mener cette idée à bon port, et cela en nombre de circonstances : au cours de conférences antérieures, dans des discours publics et des entretiens privés, je me suis permis de parler au nom de mes compatriotes et de dire à nos frères d'outre-mer : "Nous avons besoin de votre coopération. Nous vous appelons à nos conseils. Venez y prendre part". Et ils ont décliné qu'ils ne sauraient évoluer dans ce sens ni adopter ce genre de fédération. Je ne prétends pas qu'ils retourneront toujours de donner leur acquiescement à cette proposition ; au contraire, je suis d'avis que si une proposition l'emportait, la création d'un conseil fédéral s'imposerait nécessairement ; mais, pour le moment, au moins, la chose est impossible, et rien n'indique que ce conseil fédéral s'établisse en premier lieu. Les colonies tiennent à savoir ce qu'elles seront appelées à discuter, avant de se rendre à ce conseil. Quand l'union commerciale sera un fait accompli, ce sera là une question à discuter ; mais, en attendant, la proposition alternative si légèrement formulée par sir Edward Grey n'a absolument aucune valeur. Ce n'est pas ainsi qu'on réussira à rendre l'union plus intime. J'ai, ensuite, dirigée mes efforts dans le sens de la défense impériale. Mais encore ici je me suis heurté contre les difficultés de la situation ; mais je n'ai pas pour cela, lâché prise et je suis revenu à l'idée de l'union commerciale qui nous rapprochera les uns des autres, provoquera nécessairement la création du conseil impérial, en-sell qui, à la longue, accomplira beaucoup plus qu'il ne réalisera au début et fera de nous, en

une association vraiment sérieuse, loyal et fédérale.

Je pourrais ajouter à ces paroles que M Chamberlain a prononcées au Congrès impérial des Commerces de Commerce à Londres, je ne suis pas le texte tel, mais je me rappelle fort bien la pensée et voici, en substance ce qu'il disait : "Vous devez discuter la question de la défense de l'Empire. Vous êtes, il est vrai, au Congrès du Commerce, mais le problème de la défense de l'Empire n'est qu'une forme différente du problème du commerce impérial, on ne peut étirer un commerce impérial sans avoir en même temps un système impérial de défense."

Je le répète, je ne m'appuie nullement à la discussion de ce problème. Nous perdons, nous, à croire à la politique impériale telle que sir John Macdonald, sir Charles Tupper et le premier ministre actuel la comprennent, telle que l'ont conçue et pratiquée tous les hommes d'Etat britanniques, sans les débris du vieux parti tory du 19^e siècle, dont l'administration impériale n'eût d'autre résultat que d'enlever à l'Empire ses plus belles colonies, ou, sans les descendants du vieux parti tory de Lord North et de Greenville. Conservant intacts ces principes, nous avons le droit de nous organiser, de fonder des lignes, de publier des journaux, en un mot, de faire tout en notre pouvoir pour éclairer le peuple canadien et lui faire voir la question telle qu'elle nous apparaît — tout comme le député de Montmorency (M. Casgrain), le député de Sainte-Marie (M. Turle) et tout autre de nos collègues a le droit d'écarter la politique de M. Chamberlain et de s'efforcer de la faire triompher. Aucun homme digne de s'exprimer, digne de réclamer le titre de représentant du peuple canadien, ne devrait se permettre d'accuser la crèche de sédition ceux qui combattent les idées, ou plutôt les idées qu'ils adoptent avec l'espoir de capter la faveur populaire.

On m'a accusé de soulever un conflit de races. Or, du jour où la guerre d'Afrique fut déclarée, jusqu'à un moment actuel, je n'ai jamais demandé à un électeur de Québec de voter dans un sens ou dans l'autre à cause de son sang français. Ce que j'ai proclamé dans la province de Québec et répété en pleine ville de Toronto, c'est que nous, qui sommes essentiellement Canadiens, ne pouvions aborder les problèmes de la politique impériale avec la pensée qui guide ceux qui sont nés dans les pays de la vieille Europe. Nous n'avons qu'une patrie, le Canada, et nous envisageons ces problèmes impériaux au point de vue de notre nationalité canadienne. Voilà ce que j'ai déclaré à Montréal et à Québec, et à Toronto également. Tel est le langage que j'ai tenu pendant la guerre d'Afrique ; telle est mon attitude actuelle ; et je la maintiendrai jusqu'au bout, en dépit des accusations que porteront chaque mal certain député de Québec. Ceux-là, du reste, ne craignent pas d'exploiter les sentiments de race dans